

Analyse des effets d'une zone industrielle sur le développement local : l'exemple de la zone industrielle de Oued-Aïssi dans la wilaya de Tizi-Ouzou

M. Sadoudi * et L. Taazibt **

On peut assigner à une zone industrielle plusieurs objectifs et missions. Dans le cas de l'économie algérienne, ce n'est pas tant le souci de préserver l'espace urbain des méfaits des activités industrielles que celui de susciter et propulser le développement industriel qui a guidé l'aménagement de zones industrielles.

Dès les premières années du développement planifié en Algérie, cette notion de *zone industrielle* (et aussi de *zones d'activités*) est mise en avant pour en faire un instrument de propagation de l'industrialisation sur le territoire national. Elle est intégrée par le planificateur algérien dans le double objectif de l'industrialisation et du développement régional et local et est conçue comme un espace réduit, délimité où l'Etat apporte et crée les conditions matérielles (infrastructures et servitudes) d'installation et d'exercice d'activités industrielles.

Ainsi, 72 zones industrielles environ occupant une superficie globale de 14 000 ha et 450 zones d'activités sur une surface globale de 7600 ha ont été aménagées sur le territoire national.

Les zones d'activités sont implantées sur le foncier industriel communal et leur gestion est confiée aux agences foncières.

* Maître de conférence, Université de Tizi-ouzou

** Titulaire d'un Magistère en sciences économiques

Quant aux zones industrielles, elles ont été créées pour la plupart par arrêté interministériel entre 1970 et 1980. Elles sont aménagées par l'Etat sur crédits à long terme et gérées par des établissements spécialisés.

Entre 1999 et 2001, 40¹ zones industrielles environ ont été réhabilitées par des travaux de remise en l'état et de rénovation de certaines utilités sur les zones (voirie, éclairage, alimentation en eau potable- AEP, assainissement, telecommunications, clôture...) et des actions de régularisation du foncier.

Il est aujourd'hui opportun de s'interroger sur l'apport et la contribution de ces zones industrielles au développement local. Ont-elles produit le rayonnement territorial ? Ont-elles contribué à la résorption du chômage et au développement d'industries locales ? Ont-elles renfloué les ressources des collectivités locales ? Autant de questions qui motivent et fondent l'étude concrète que nous nous proposons ici sur la zone industrielle Aïssat Idir de Oued-Aïssi (ZIAI) dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Cette étude est structurée autour de *quatre principales variables analytiques* définissant le développement local, la *création d'emplois et d'entreprises* ; la *valorisation des ressources locales* ; la *satisfaction des besoins locaux et la fiscalité locale*.

Notre recherche est rendue possible grâce à plusieurs enquêtes que nous avons menées auprès des entreprises implantées sur la zone industrielle en question. En plus des interviews et des entretiens réalisés avec les différents responsables, gestionnaires et ingénieurs, nous avons élaboré un questionnaire qui a servi d'instrument de collecte d'informations. Celui-ci est destiné aux entreprises

¹ : Mohammed KIRAT : Zones industrielles, pourquoi leur réhabilitation ? El-Watan du 01 décembre 2001.

implantées sur la zone industrielle et comprend des questions précises visant la collecte de statistiques et d'informations concernant les quatre paramètres de développement local soulignés ci-dessus.

1. La ZIAI et son cadre régional

La ZIAI est située presque à mi-chemin entre la mer et la chaîne côtière de Djurdjura. Elle constitue un centre de gravité du bassin de main d'œuvre que peut représenter la wilaya. Cette position stratégique est confortée par une topographie plane du site et la proximité d'un important axe routier (RN 12) et de la capitale nationale. La rocade ferroviaire en voie d'achèvement permettra d'allonger la voie ferrée Alger-Tizi-Ouzou jusqu'à la zone en y implantant une gare.

Le site de la ZIAI d'une superficie de 120 ha 73 ares 63 ca dont 98 ha 55 ares 82 ca de surface cessible (le reste étant constitué de voirie, d'espaces verts et autres servitudes), est réparti en 55 lots attribués en totalité et viabilisés par divers aménagements requis par l'activité industrielle.

De forme ovoïde, il longe la RN 12 dans sa partie longitudinale nord sur une distance de plus de 1500 Ml. Il est traversé par deux voies pénétrantes dans son sens latitudinal (du Sud au Nord) et plusieurs réseaux nécessaires au fonctionnement de la zone ont été réalisés: un réseau d'assainissement – drainage, un réseau de collecte des eaux fluviales qui ceinture le site sur 13 800 mètres, un réseau d'alimentation en eau potable et un réseau d'éclairage public.

Au 31 décembre 2002, 09 entreprises installées sur la zone sont effectivement en activité, parmi lesquelles 03 relèvent du secteur industriel privé : Frigor (électroménager), Alchaud (chaudronnerie), EURL Yefsah

implantées sur la zone industrielle et comprend des questions précises visant la collecte de statistiques et d'informations concernant les quatre paramètres de développement local soulignés ci-dessus.

1. La ZIAI et son cadre régional

La ZIAI est située presque à mi-chemin entre la mer et la chaîne côtière de Djurdjura. Elle constitue un centre de gravité du bassin de main d'œuvre que peut représenter la wilaya. Cette position stratégique est confortée par une topographie plane du site et la proximité d'un important axe routier (RN 12) et de la capitale nationale. La rocade ferroviaire en voie d'achèvement permettra d'allonger la voie ferrée Alger-Tizi-Ouzou jusqu'à la zone en y implantant une gare.

Le site de la ZIAI d'une superficie de 120 ha 73 ares 63 ca dont 98 ha 55ares 82 ca de surface cessible (le reste étant constitué de voirie, d'espaces verts et autres servitudes), est réparti en 55 lots attribués en totalité et viabilisés par divers aménagements requis par l'activité industrielle.

De forme ovoïde, il longe la RN 12 dans sa partie longitudinale nord sur une distance de plus de 1500 Ml. Il est traversé par deux voies pénétrantes dans son sens latitudinal (du Sud au Nord) et plusieurs réseaux nécessaires au fonctionnement de la zone ont été réalisés: un réseau d'assainissement – drainage, un réseau de collecte des eaux fluviales qui ceinture le site sur 13 800 mètres, un réseau d'alimentation en eau potable et un réseau d'éclairage public.

Au 31 décembre 2002, 09 entreprises installées sur la zone sont effectivement en activité, parmi lesquelles 03 relèvent du secteur industriel privé: Frigor (électroménager), Alchaud (chaudronnerie), EURL Yefsah

2. Les effets de la ZIAI sur la création d'emplois

La wilaya de Tizi-Ouzou a été de tout temps une région d'émigration, à cause de l'absence d'un tissu industriel suffisant et de son relief peu favorable au développement d'une agriculture à même de nourrir une population dépassant de nos jours le million d'habitants, concentrée sur un espace réduit de moins de 3000 km². La création de la ZIAI en 1972 était censée contribuer à venir à bout de cette tendance, grâce aux effets directs et indirects qu'elle allait produire.

En dépit des difficultés rencontrées, entravant de plus en plus le meilleur fonctionnement de la zone, pas moins de 5000 emplois internes et externes directs et indirects sont créés par les entreprises qui y sont implantées. Ce qui génère chaque année une distribution de presque 1,5 milliards de dinars⁵ de revenus dans la wilaya.

Les *emplois internes* recensés au niveau de la zone présentent une grande disproportion dans leur répartition entre les entreprises publiques elles-mêmes, et entre celles-ci et les unités du secteur privé peu créatrices d'emplois. Ils se caractérisent par ailleurs, par un taux d'encadrement acceptable et une faible présence d'employés venant de l'extérieur de la wilaya ou des pays étrangers.

La disproportion dans les tailles des entreprises implantées sur la zone s'est sensiblement répercutée sur la répartition des emplois.

Au total, les entreprises implantées sur la ZIAI emploient un effectif de 3528 personnes⁶ à la fin de l'année 2002 et à l'intérieur du périmètre délimité par la zone elle-

⁵ : Estimation à partir de nos enquêtes.

⁶ : Le chiffre ne comprend pas les 14 employés de l'OPI et les 4 employés de l'agence postale et de l'antenne mairie de la commune de Tizi-Rached.

même. 108 emplois seulement sont fournis par les unités appartenant au *secteur privé*, soit une participation dérisoire de l'ordre de 3 %. Un chiffre qui baissera encore si la délocalisation de FRIGOR⁷ et ALCHAUD venait à se concrétiser (103 emplois seraient ainsi supprimés). D'autre part, l'emploi privé baissera davantage tant que la wilaya de Tizi-Ouzou ne développe pas un marketing territorial susceptible d'attirer des entreprises, des activités économiques créatrices d'emplois.

Les effets d'attraction qu'exercent certaines wilayas limitrophes telles que Boumerdes et Béjaia et à un degré moindre, Alger et Blida qui commencent à buter sur des problèmes fonciers, font que la plupart des investissements candidats à l'installation dans la Wilaya de Tizi-Ouzou, sont réorientés vers ces territoires plus prometteurs. C'est le cas d'une unité Coca-cola qui s'est finalement implantée à Boumerdes ; d'une société algéro-danoise de pharmacie (qui a d'ailleurs occupé une superficie de 10 hectares sur la zone) qui est allée s'installer dans la wilaya de Constantine; d'une unité de production de canette de jus à Larbaa Nath Irathen et qui s'est implantée finalement dans la wilaya de Boumerdes...

La ZIAI n'échappe pas non plus à cet état de fait, en ce sens que ses promoteurs, entre autres l'OPI⁸, ne parviennent pas à drainer des investissements de quelque nature fussent-ils. Ils ne parviennent pas également à intéresser davantage et à maintenir sur place les candidats au départ en leur promettant au moins les mêmes avantages auxquels ils peuvent prétendre dans les régions de leur délocalisation.

L'emploi dans les entreprises publiques y est donc largement le plus important avec 97% des effectifs recensés.

⁷ : Ces 2 unités envisagent de quitter la wilaya de Tizi ousou et en 2001 les ateliers de FRIGOR ont travaillé 77 jours seulement.

⁸ : Office de Promotion de l'Investissement.

Les quatre plus importantes entreprises en termes d'emplois appartiennent à ce secteur et sont à elles seules, responsables de 94,8 % des emplois internes. Il s'agit de : ENIEM, NAFTAL/GPL, NAFTAL/CLP et SNVI. La plus grande, à savoir ENIEM, emploie le plus grand effectif de 2895 personnes (82,05 %) sur la seule zone sans tenir compte de l'unité siège implantée à la sortie Ouest de la ville de Tizi-Ouzou.

Entre 1989 et 2002, l'emploi public tout autant que l'emploi en général, a sensiblement baissé dans la ZIAI par rapport aux années précédentes suite aux suppressions d'emplois résultant des restructurations industrielles.

La totalité des entreprises implantées sur la ZIAI à fin 1989 appartiennent au secteur public et aucune unité privée n'y était implantée. L'ENIEM occupe toujours la plus grande partie de la main d'œuvre. L'emploi global (5400 emplois) était plus important qu'il ne l'est pour l'année 2002 (3528 emplois), soit une baisse de l'ordre de 34,66 % consécutive aux restructurations. Trois unités du BTP représentant 638 emplois ont disparu et un marché pour véhicules et bestiaux est délocalisé vers la zone d'activité de Tala-Athmane. Les unités restantes ont procédé à des suppressions substantielles d'emplois : 1215 postes pour la seule ENIEM, 45 pour NAFTAL/GPL, 132 pour la SNVI, 24 pour la SONELGAZ et enfin 45 pour l'EDIMCO. Ce qui fait un total de 1 461 postes supprimés par rapport à l'année 1989.

Les seules créations d'emplois enregistrées sont dues aux nouvelles activités qui ont démarré au cours des années 2000. Il s'agit principalement du siège et du dépôt de carburant de NAFTAL/CLP avec 119 emplois nouveaux, des deux unités privées ALCHAUD et FRIGOR totalisant ensemble 103 emplois avec des projets avortés de créations nouvelles. L'unité EURL YAFSAH compte 5 employés seulement.

L'unité NAFTAL-CLP, pour laquelle les effectifs employés sont en notable évolution depuis son démarrage (69 recrutements en 2002) et légèrement l'unité NAFTAL-GPL, sont les seules entreprises qui ont exprimé présentement un besoin en emploi et qui prévoient des recrutements futurs. L'augmentation continue de la demande des produits pétroliers (divers type d'essence, gaz, gaz butane et propane...) et le monopole dont bénéficient ces unités leur créent une rente de situation favorable pour elles-mêmes et pour la région grâce aux emplois résultants de nouveaux investissements engagés pour répondre à la demande locale.

L'ENIEM souffre d'un manque de cadres en proie aux débauchages systématiques menés par les concurrents privés étrangers et nationaux qui offrent plus d'avantages. Elle dispose en outre, d'un sureffectif en agents d'exécution à l'image de SNVI et de EDIMCO. Pour cette catégorie de main d'œuvre, les unités de la zone ne trouvent guère intéressant le marché local de travail.

Selon leur *origine géographique*, seulement 05 travailleurs sur l'effectif total employé sur la zone, viennent de l'extérieur de la wilaya- 01 employé de la SNVI, de Béjaïa et 4 employés à la chaudronnerie d'ALCHAUD, de Boumerdes. Le reste, à savoir 3528 ou 3544 employés en incluant ceux de l'office de promotion de l'investissement (OPI), de l'agence postale et de l'antenne mairie (organismes situés sur le site de la zone) sont des résidents de la wilaya de Tizi-Ouzou (soit 99,85 %). La destination locale des revenus distribués par les entreprises constitue alors une richesse non négligeable, source de dépenses des ménages et donc de débouchés pour l'investissement et source également d'une grande partie de la fiscalité locale. Les salaires versés en 2002 par les seules ENIEM, SNVI, NAFTAL/CLP,

NAFTAL/GPL et EDIMCO s'élèvent à 1 438 563 772 DA⁹
dont 990 000 000 DA¹⁰ par ENIEM.

L'analyse de la répartition de la main-d'œuvre recensée en 2002 par *catégories socioprofessionnelles* permet d'appréhender le taux d'encadrement de la zone et son évolution par rapport à l'année 1989, quand la zone a atteint sa plus grande taille en terme d'emploi et les suppressions de postes encore inconnues.

Globalement, la répartition des emplois entre les trois rubriques usuelles de qualification en « cadres », « agents de maîtrise » et « agents d'exécution » fait apparaître des proportions acceptables pour chacune des rubriques si l'on prend pour référence les normes mondiales utilisées¹¹. A l'année 2002 la structure des employés se présente comme suit :

- taux d'encadrement : 12,10 % ;
- taux de maîtrise : 26,02 % ;
- taux d'exécution : 60,53 %.

De la comparaison de structure entre 1989 et 2002 l'on remarquera que :

- Seule la catégorie « cadres » a évolué de 341 à 435 personnes (soit une progression de 27%). Les catégories « maîtrise » et « exécution » ont subi une hémorragie sensible entre les deux moments considérés : de 1698 à 935 pour la première et de 3361 à 2175 pour la seconde, soit des baisses respectives de 44,93 % et 35,28 %. Ceci s'explique par le fait que les suppressions de postes effectuées ont concerné les agents de maîtrise et les agents d'exécution et que les cadres sont restés à l'abri des licenciements.

⁹ : Nos enquêtes effectuées auprès des unités.

¹⁰ : Ibidem.

¹¹ : Selon nos entretiens avec les responsables de l'ENIEM, les normes universelles admises sont : de 10 à 15 % pour l'encadrement, de 25 à 30 % pour la maîtrise et de 55 à 65 pour l'exécution.

- Comme dans tous les autres domaines, la ZIAI subit l'influence de l'ENIEM, en ce sens que la répartition des employés de celle-ci par catégories socioprofessionnelles a évolué de manière identique à celle de celle-là.

- En dehors de l'ENIEM, les autres unités font exception à la tendance générale en voyant leur effectif "cadre" stabilisé ou réduit et leurs effectifs en maîtrise et en exécution augmentés.

Les *emplois externes* sont recensés à l'extérieur de la ZIAI et sur le territoire de la wilaya. L'on en distinguera des emplois directs liés aux entreprises de la zone et des emplois indirects induits, ces derniers relevant du secteur privé essentiellement.

Les *emplois externes directs* concernent les unités sous l'autorité administrative des entreprises de la zone éparpillées sur le territoire de la wilaya. Trois entreprises disposent d'unités subordonnées situées à l'extérieur de la zone et dont le personnel est entièrement originaire de la wilaya. Il s'agit en l'occurrence de : ENIEM, NAFTAL/CLP et NAFTAL/GPL.

Le personnel de ENIEM est de 2960 à fin 2002 et se répartit en 65 personnes pour le siège social situé à la sortie ouest de la ville de Tizi-Ouzou ; 2745 (93%) pour les unités de la ZIAI et 150 personnes pour la filiale "lampe" dans la zone industrielle "Mohammadia" de la wilaya de Mascara. La concentration de ses effectifs au niveau de la ZIAI s'explique par le fait que les divers investissements d'extension qu'elle a effectués y soient localisés, même si plusieurs tentatives de délocalisation de certaines activités vers les autres communes de la wilaya, ont été vainement tentées dans le souci de réduire les coûts de production.

C'est le cas notamment de l'unité « climatisation » qui allait être transférée vers la commune de Larbaa- Nath-Irathen.

L'unité NAFTAL/CLP comprend un siège de direction générale et un dépôt situés sur la ZIAI employant 119 personnes sur les 416 employés de l'entreprise à fin 2002. Elle comprend également à l'extérieur de la zone et sur le territoire de la wilaya un mini dépôt de carburant en voie de cessation d'activité et de transfert vers la zone et 14 stations de distribution détenues en gestion directe. Il y est employé le reste de l'effectif recensé, à savoir 297 personnes réparties en 11 cadres ; 71 agents de maîtrise et 215 agents d'exécution. La distribution géographique par communes de l'emploi de cette entreprise est relativement équilibrée. Son impact sur le développement local est évident tant en ce qui concerne la lutte contre le chômage que l'extension de la taille du marché local à travers les revenus distribués¹².

De par son caractère stratégique pour une wilaya de montagne, l'entreprise NAFTAL/GPL déploie une intense activité envers l'ensemble des communes et des villages de la wilaya. Elle dispose d'un centre enfûteur sur la ZIAI, d'un mini centre enfûteur à Fréha, d'un siège de direction générale à la zone d'activité de Tala-Athmane, de plusieurs points de vente (environ 1048) dont 11 en gestion directe par l'entreprise elle-même et enfin trois dépôts-relais localisés dans les communes de Tizirt, Ain El Hammam et Ouadhias. 593 emplois directs sont recensés à fin 2002 dont 221 pour le seul centre enfûteur de la zone et 372 pour le reste de l'entreprise à l'extérieur réparti comme suit :

- centre enfûteur de Fréha : 100 employés ;
- unité siège Tala Athmane : 129 employés ;
- dépôt-relais Ain El Hammam : 46 employés ;
- dépôt-relais Ouadhias : 52 employés ;

¹² : Pour les travailleurs de l'unité NAFTAL-CLP, le salaire moyen mensuel est de 37 844 DA.

- dépôt-relais Tizirt : 45 employés.

Grâce à une politique d'expansion, de recrutements et de permanisation des employés temporaires (230 emplois temporaires sur 593 à la fin de l'année 2002), l'unité NAFTAL/GPL parvient à jouer un rôle économique moteur dans l'emploi de la main-d'œuvre locale, rôle au demeurant conforté par la masse des revenus distribués avec un salaire mensuel moyen de 32 686 DA par travailleur.

Les *emplois externes indirects* sont des emplois induits par les activités de production, de transformation ou de commercialisation des entreprises. Les unités activant sur la zone produisent des effets indirects sur l'emploi notamment aux alentours immédiats de celle-ci et quelquefois à l'échelle de la wilaya pour les unités de grande taille comme : ENIEM, NAFTAL/CLP et NAFTAL/GPL. L'emploi indirect généré par ces dernières est d'une envergure régionale allant au-delà de leurs environs immédiats.

Parmi les entreprises nationales les plus exposées à la concurrence étrangère du fait de l'ouverture économique, l'ENIEM a de moins en moins d'impact régional sur l'emploi tant direct qu'indirect. La raison réside à la fois, dans la baisse de son activité et dans le fait que la quasi-totalité des intrants (inputs) qu'elle utilise dans son processus de fabrication soient importés des autres wilayas (Alger, Blida, Boumerdes, Bejaia, ...) et de l'Etranger (Autriche, Allemagne, France, Italie, Tunisie). Ce qui fait que les effets d'entraînement en amont de cette entreprise sont localisés en dehors de la wilaya et ne bénéficient pas de ce fait à celle-ci, principalement en ce qui concerne la création de PME de sous-traitance. Cependant, de faibles activités de distribution et de réparation de produits électroménagers se sont développées grâce à la présence de l'ENIEM dans la région. L'on recense à fin 2002, environ 50 distributeurs agréés et 83 artisans réparateurs dans toute la wilaya. Ainsi, la première entreprise de la zone en terme d'effectif employé

n'a entraîné la création que du nombre relativement dérisoire de 133 emplois indirects dans la wilaya.

Les emplois induits par la filiale NAFTAL/CLP restent négligeables comparativement à son chiffre d'affaires¹³ et à la rente de situation de monopole dont elle bénéficie. Seuls 177 emplois¹⁴ induits sont recensés à la fin de l'année 2002 dont 18 revendeurs distributeurs privés opérant dans le transport de carburants et 159 agents employés dans les 53 stations de distribution privées de la wilaya. Ces dernières sont approvisionnées à partir du dépôt situé sur la zone par les 18 revendeurs privés et par les moyens de l'unité elle-même.

Deux raisons essentielles expliquent cet état de faits. La première est liée au caractère commercial de l'unité qui n'offre des opportunités d'emploi qu'en aval de son activité aux transporteurs et distributeurs privés pour acheminer et commercialiser les produits dans les 67 stations que compte la wilaya. La seconde raison réside dans la rigidité et les restrictions dressées par la réglementation régissant la commercialisation des carburants. Sauf un petit nombre d'opérateurs est admis dans ce créneau de monopole. Néanmoins, ces chiffres peuvent être légèrement relevés dans le futur proche grâce aux nouvelles stations actuellement en réalisation, en prélude à l'ouverture de l'entreprise aux capitaux privés et à la hausse de la demande en carburants consécutive à l'augmentation incessante du parc roulant de la wilaya.

L'unité NAFTAL/GPL (distribution du gaz de pétrole liquéfié) est de loin celle dont l'activité a induit le nombre le plus important d'emplois indirects, au point où ces derniers dépassent largement les emplois directs recensés en

¹³ : L'unité NAFTAL-CLP a réalisé le chiffre d'affaire le plus important des entreprises de la Z.I.A.I au cours de l'année 2002 (3 823 958 358 milliards de dinars).

¹⁴ : Nos enquêtes auprès de l'unité.

son sein. Parmi les nombreux clients de cette entreprise appartenant aux divers secteurs économiques, seuls les points de vente structurés et les points de vente ordinaires¹⁵ engagent spécialement et exclusivement des employés dans les activités de dépôt et de commercialisation du gaz de NAFTAL. Répartis au prorata de la population et des besoins que celle-ci exprime pour les produits de NAFTAL/GDL à travers toutes les communes de la wilaya, 528 points de ventes structurés et 496 points de ventes ordinaires, totalisent 1536 emplois indirects, soit 1,5 personnes par dépôt. En retranchant la part des emplois induits par le mini-centre enfûteur de Fréha dont les capacités sont d'environ un tiers (1/3) de celles du centre enfûteur de la ZIAI, nous aurons 1024 emplois induits par ce dernier, ce qui avoisine le quintuple de l'effectif que l'entreprise emploie sur la ZIAI. En clair, le district GPL de NAFTAL a sensiblement induit des activités en aval dans la distribution et une multitude d'emplois indirects, ce qui s'explique par le caractère stratégique de ses produits notamment le gaz butane, pour une région de montagne peuplée de plus d'un million d'habitants et dont le taux d'alimentation en gaz de ville n'atteint guère les 12 % des foyers, un concours de circonstances qui, conjugué à la rudesse du climat en hiver engendre une forte demande pour les produits de cette entreprise.

Pour le reste des unités, nous n'avons pas repéré d'emplois induits exclusivement par le reste des unités opérationnelles, à savoir FRIGOR, ALCHAUD, EDIMCO, SNVI, SONELGAZ et l'EURL YEFSAH. Mais l'ensemble des unités, y compris NAFTAL/CLP, NAFTAL/GPL et ENIEM induisent des activités aux alentours immédiats de la zone. Il s'agit en l'occurrence d'activités de prestation de services dans la restauration, le transport, les commerces

¹⁵ : Les points de vente structurés (PVS) et les points de vente ordinaires (PVO) sont des centres privés de dépôts et de ventes de butane et de propane dont les capacités sont respectivement inférieures à 77 unités et comprises entre 77 et 500 unités.

multiples et d'alimentation générale. Environ une centaine (100) d'employés y sont occupés à plein temps en contrepartie d'un salaire moyen mensuel de 6 000 DA, un effet d'entraînement somme toute faible comparativement à la taille de la zone.

Enfin, de l'étude des activités et des emplois induits par la ZIAI, il ressort une absence systématique de liaisons entre celle-ci et les activités traditionnelles artisanales dans la wilaya ainsi que l'inexistence d'activités de production industrielle induites tant en amont qu'en aval.

Considérée dans *le marché de travail local*, la ZIAI a en résumé, entraîné la création de 5000 emplois, recensés à la fin de l'année 2002 dont 3546¹⁶ sont des emplois directs et 1454 emplois indirects induits par les activités qui se sont développées parallèlement en aval dans les services. Ainsi, l'impact sur l'offre et la demande de travail au niveau de la wilaya est de taille acceptable par rapport aux seuls emplois industriels recensés et quasiment négligeables comparativement au total des emplois agricoles, industriels et de services.

Au cours de l'année 2002, la population occupée de la wilaya est estimée par les services de la Direction de la Planification de la wilaya (DPAT) à 223 327 personnes dont 27357 (12,25%) dans l'industrie. Parmi ces derniers, 5000 emplois sont du fait de la zone, ce qui fait 2,15 % de la population occupée globale et 18,25 % de la population occupée dans le secteur industriel. La baisse est légèrement sensible par rapport à l'année 1989 où les seuls emplois directs recensés sur la zone, au nombre de 5400, représentent environ 22% des emplois industriels et 4 % de l'emploi global de la wilaya.

¹⁶ : Y compris les employés de l'OPI, de l'agence postale et de l'antenne mairie.

Par ailleurs, les recrutements de main-d'œuvre effectués ces dernières années sont loin de compenser les suppressions de postes opérées au cours des années 1990, pas plus qu'il ne sont en mesure de répondre à l'afflux des demandes d'emplois adressées par les chômeurs aux entreprises de la zone.

La population active de la wilaya en 2002 s'élève à 520 740 personnes réparties en 223 327 occupés et 103 314 chômeurs. Soit un taux de chômage de 31,64 %.

En 2002 la ZIAI emploie 1,5 % de cette population active et a été destinataire d'environ 20 000 demandes d'emplois au cours des deux dernières années. Environ 10 000 chômeurs se sont adressés aux entreprises de la zone tout au long de la même année, soit 9,6% de la population au chômage contre 4 261 chômeurs (4,12% du total des chômeurs) inscrits au niveau des agences locales d'emploi.

3. Impact de la ZIAI sur l'utilisation des ressources locales

Nous entendons par ressources locales, l'ensemble des matières et produits agricoles, industriels, minéraux, énergétiques...à l'exception des ressources humaines, qui peuvent être produits sur le territoire de la wilaya et que les entreprises de la zone peuvent utiliser dans leur processus de production de biens et services. Aussi, nous appréhendons les relations de production entre la ZIAI et le territoire de la wilaya à travers l'origine géographique des inputs utilisés par les entreprises y exerçant. Pour ce faire, nous distinguons trois groupes d'activités.

Le groupe d'activités *conditionnement stockage et vente* est constitué de 03 unités, dont 02 (NAFTAL/GPL et NAFTAL/CLP) de la branche énergie/pétrochimie et 01 unité (EDIMCO) de la branche matériaux de construction.

Les produits commercialisés par les unités *NAFTAL* ne subissent aucune transformation, ils sont stockés, conditionnés puis acheminés aux divers points de vente. Toutefois, *NAFTAL/GPL* pratique l'enfûtage du gaz, activité plus ou moins de transformation industrielle. Ces produits sont fournis par *SONATRACH* et proviennent systématiquement d'une autre wilaya du pays- Alger. Ainsi, le caractère stratégique des gaz et carburants et l'importance de la taille du marché local pour ce type de produit n'ont suscité aucune activité d'approvisionnement ou de sous-traitance pour ces unités. Les ressources locales n'y sont pas utilisées tant au niveau du produit que des accessoires nécessaires pour le conditionnement comme les bouteilles.

L'activité de l'entreprise *EDIMCO* dont 05 unités sont implantées dans la wilaya de Tizi-Ouzou est principalement la commercialisation des matériaux de construction et accessoirement la transformation du bois. L'examen de l'origine géographique des inputs utilisés par ces activités montre qu'ils proviennent tous des autres wilayas du pays :

- ciment (sac et vrac) : Bouira, Sétif, Chlef, Alger ;
- Bois et dérivés : Béjaïa, Alger ;
- Poutrelles et treillis à souder : Mascara (Sig) ;
- Produits sanitaires et céramiques : Tlemcen (Ghazaouet) ;
- Robinetterie : Alger, Sig, Sétif ;
- Plâtres: Oran.

Le groupe d'activité *Maintenance-réparation et vente* est constitué de deux unités- *SNVI* et *SONELGAZ* qui appartiennent respectivement aux branches *ISMME* (industries sidérurgiques, mécaniques, métalliques, électriques et électroniques) et *Energie*. Leurs activités sur la zone sont à caractère commercial car leurs produits ne subissent pas de transformation, ils sont acheminés de leurs

centres d'approvisionnement respectifs et livrés directement aux consommateurs.

La même tendance que celle des unités du groupe Conditionnement-stockage et vente s'observe au niveau des unités du groupe Maintenance-réparation et vente, à savoir le recours aux autres wilayas du pays et parfois aux pays étrangers pour s'approvisionner. Nul produit ou ressource d'origine locale ne rentre dans l'activité de ce groupe, le recours à l'extérieur pour l'approvisionnement de ces unités se justifiant plus par l'absence d'articles et de produits d'approvisionnement à l'échelle locale que par une préférence ou un choix de leurs responsables comme c'est le cas pour EDIMCO.

Les autres unités- ENIEM, ALCHAUD, l'EURL YEFSAH et FRIGOR appartiennent au troisième groupe d'activité *Production-vente*. Ce sont les seules unités que l'on peut qualifier d'industrielles, car fabriquant des produits finis ou semi-finis à partir de la transformation de matières premières sur des chaînes de production. L'activité de FRIGOR consiste en un montage de produits électroménagers dont les composants proviennent de l'usine FRIGOR de Aïn Benian à Alger. Seulement le montage et la commercialisation sont réalisés sur la ZIAI. L'EURL Yefsah produit de l'aggloméré béton à partir du sable extrait de l'oued Sébaou et commercialisé à l'intérieur de la wilaya. Le manque d'informations sur ces deux unités fait que nous ne tenons pas compte ici de l'impact qu'elles pourraient avoir sur la valorisation des ressources locales.

Quant aux unités ENIEM et ALCHAUD, appartenant à la branche des ISMME, elles opèrent respectivement dans l'électroménager et la chaudronnerie. La première est longtemps considérée comme un pôle moteur de développement de la région comme l'électroménager constitue un créneau de spécialisation régionale à côté du textile.

L'unité *ALCHAUD* produit des chaudières, des générateurs d'eau chaude, des ballons d'eau chaude, des adoucisseurs d'eau, des citernes d'eau potable et des cuves à mazout. La grande partie de la production est destinée aux autres régions du pays car seulement 5% sont écoulés localement. Les matières premières utilisées dans la production ainsi que leurs provenances géographiques sont présentées dans le tableau 3. L'on constatera la même absence d'impact sur la valorisation de ressources locales eu égard au recours systématique aux autres wilayas et aux pays étrangers pour l'achat de matières premières. De par cette faible présence sur le marché local, *ALCHAUD* apparaît comme un isolat sur un double plan : en aval sur le plan de la satisfaction du marché local et des besoins locaux et en amont sur le plan de l'approvisionnement en matières premières et de l'utilisation de ressources locales. Le souci des responsables pour la qualité des produits et pour le gage d'excellence motive souvent le recours à l'étranger.

ENIEM, la plus importante unité de la ZIAI est censée asseoir une industrialisation régionale et devrait propulser le système industriel régional dans son ensemble grâce aux effets industrialisants qu'elle est susceptible d'induire en amont et en aval. Mais, faudrait-il se rendre à l'évidence que les effets en amont (au niveau local et même national) restent insignifiants.

Pour des raisons de commodités de gestion des stocks, l'*ENIEM* range les inputs en 03 classes distinctes :

- La classe "A", constituée de 16 articles représentant 80% de la valeur du produit fini;
- La classe "B", constituée de 80 articles représentant 15% de la valeur du produit fini;
- La classe "C", constituée de 15 articles représentant 05% de la valeur du produit fini.

Au total, 111 articles différents constituent l'éventail des matières premières à l'origine de la fabrication d'une large gamme de produits électroménagers : cuisinières,

climatiseurs, réfrigérateurs et petits appareils. L'importance des effets suscités en amont est marquée par une extraversion particulière, en ce sens que les matières premières utilisées proviennent en majorité de l'Etranger. Les rares fournisseurs nationaux butent souvent sur la limite de leurs capacités et la concurrence et trouvent ainsi des difficultés à répondre aux demandes de l'ENIEM. Seul le composant "brûleurs" entrant dans la cuisinière provient d'une entreprise située dans la wilaya. Il s'agit de EI (ex ENEL) d'Azazga qui en fournit environ 200 000 unités à ENIEM annuellement pour une valeur de 70 millions DA, soit 9,76% du coût de la cuisinière et moins de 0,7 % des achats de ENIEM en matières premières et en produits semi-finis. Néanmoins, l'impact en aval dans la satisfaction des besoins locaux est substantiel notamment pour les activités stratégiques bénéficiant de monopole.

4. La ZIAI et la satisfaction des besoins locaux

L'implantation d'activités industrielles et commerciales sur la ZIAI contribue de facto à la satisfaction de la demande locale exprimée pour les différents produits fabriqués directement ou commercialisés. La gamme de produits concernés est relativement large et les créneaux d'activité sont multiples. Des matériaux de construction (EDIMCO, EURL YEFSAH) à l'électroménager (FRIGOR, ENIEM) en passant par la mécanique (SNVI) et l'énergie (SONELGAZ, NAFTAL GPL et CLP). Pour certaines entreprises (ENIEM, FRIGOR, SONELGAZ, EDIMCO) le marché local est plus ou moins saturé. Par contre, trois unités- SNVI, NAFTAL/CLP et NAFTAL/GPL parviennent sans difficultés à écouler la totalité de leurs produits et dans certains cas, elles se retrouvent incapables de répondre à la demande.

Pour notre part, nous tentons d'appréhender l'impact de la ZIAI sur la satisfaction des besoins locaux à travers le cas de : NAFTAL/GPL, NAFTAL/CLP et S.N.V.I.

Les fluctuations de la demande locale pour les *produits gaziers de NAFTAL/GPL* sont déterminées par une série de paramètres dont les plus importants sont : la population, le nombre de ménages ou de foyers, le taux d'alimentation en gaz de ville qui est de 11,37 %¹⁷ à fin 2001, la consistance du tissu industriel local, les administrations et les diverses institutions et enfin et plus sensiblement les aléas climatiques. L'année 2002 est caractérisée d'ailleurs par une hausse substantielle de la demande de gaz butane à cause de la particulière rudesse de l'hiver. Le caractère stratégique et indispensable du produit et le monopole dont bénéficie l'entreprise font que la qualité ainsi que les prix influencent faiblement la demande. La demande de la région pour le gaz butane est estimée par l'entreprise de 60 000 à 65 000 tonnes, celle de propane, de 800 à 900 tonnes. La demande en GPLc (Sirghaz) reste la plus délicate à déterminer et dépend de l'usage de ce carburant par les automobilistes. Les prévisions vont du simple au plus du double pour ces dernières années : de 3000 tonnes environs en 2000 à plus de 6 000 tonnes en 2002.

Pour répondre à cette importante demande, NAFTAL/GPL dispose de deux centres enfûteurs dont celui de Fréha pour le butane seulement et Oued-Aïssi pour le propane et le GPLc en plus du gaz butane. Les capacités de l'unité sont à présent appropriées pour cette demande et produisent le volume demandé des produits avec toutefois une tension remarquée en hiver pour le butane.

Ainsi, les productions de NAFTAL/GPL paraissent répondre aux besoins locaux à travers leurs correspondances aux demandes exprimées. Il est à noter que si le propane et le GPLc sont des produits exclusifs de la ZIAI, ce n'est pas le cas pour le butane dont une partie est fournie par le centre enfûteur de Fréha. En soustrayant celle-ci, la seule production butane de la ZIAI serait de 32 417 en 2001 et 33 047 tonnes en 2002, soit respectivement 50,94 % et 50,67 %

¹⁷ :cf. Synthèse de l'annuaire statistique de la wilaya 2002.

, représentant l'impact en terme de satisfaction des besoins locaux en butane de la ZIAI.

Quant aux propane et GPLc, la demande locale est entièrement couverte par l'unité de la zone.

Bénéficiant de la même situation de monopole que NAFTAL/GPL, l'unité NAFTAL/CLP a jusqu'à une date récente, été sur des contraintes liées à la rupture des stocks et des circuits d'approvisionnement, d'une part et à l'insuffisance des moyens de transport pour acheminer le carburant aux différents points de vente, d'autre part. L'évolution de la demande de carburants dépend de l'évolution du parc régional roulant, de l'activité industrielle et de manière générale de l'activité motorisée dans la wilaya. Le parc roulant est estimé par les services statistiques de la wilaya, à 123 766 véhicules, tous types confondus, à fin 2001. Plus de 80 % des carburants sont vendus aux automobilistes sur les différentes stations.

La demande locale exprimée pour les différents produits de cette unité est estimée à 268 397 m³ pour la seule année 2002. Les réalisations (les ventes) correspondant à la demande exacte exprimée par les populations locales pour ses différents usages domestiques, industriels, commerciales...s'élèvent à 261 893,562 m³. Ce qui fait une réalisation à 97,57% des prévisions et une satisfaction à 100% de la demande locale. En effet, la ZIAI à travers cette unité et dans une situation de monopole régional, parvient à approvisionner la totalité du marché local en carburants et à répondre systématiquement aux besoins exprimés. Avec seulement une part de 0,01 % du marché, l'agriculture représente le segment ayant la plus faible consommation de carburants, ce qui renseigne un tant soit peu sur le niveau de développement et de mécanisation de cette activité presque marginale. Au contraire, l'énorme quantité de carburants commercialisée sur les réseaux de distribution de tiers et de gestion directe montre l'importance du parc roulant de la

wilaya, estimé à un véhicule pour 9,5 personnes avec une population, rappelons le, de 1 172 145 habitants.

Contrairement aux précédentes, l'unité SNVI ne bénéficie pas de monopole dans la commercialisation du véhicule industriel. Plus encore, elle est soumise à une rude concurrence exercée par des constructeurs européens comme Renault et Fiat, scandinave comme Volvo et asiatique tel que Daewoo, HYUNDA... Cependant, la SNVI parvient à garder de grandes parts du marché, du moins au niveau de la wilaya, en dépit des meilleures performances et de la longue expérience de ses concurrents. Les raisons sont multiples et dues essentiellement à la fiabilité du produit, à la disponibilité de pièces de rechange à des prix appropriés et peut être aussi à l'image de marque favorable de l'entreprise.

Les produits qu'elle commercialise sont d'une trentaine environ et regroupés au sein d'une gamme constituée de 06 types, à savoir :

- camions K66 ;
- camions K120 ;
- gamme haute (B260-C260) ;
- tracteurs ;
- matériel tracté ;
- véhicules de transport de personnel.

La demande locale exprimée pour les divers véhicules industriels est estimée par SNVI à 141 véhicules, tous types confondus en 2001 et à 166 en 2002. L'évolution dépend principalement des activités de transport, de l'industrie, de l'agriculture et des autres activités de service. Pour les deux années considérées la demande locale est entièrement et largement satisfaite et elle est le fait des opérateurs privés à hauteur respectivement de 82,12 % et 93,54%.

5. Apport de la ZIAI aux budgets des collectivités locales

Les communes de Tizi-Rached et de Tizi-Ouzou se partagent la zone industrielle au niveau de la première pénétrante en allant d'Ouest en Est. La première comprend deux unités : FRIGOR et l'ENIEM. Les autres unités ALCHAUD, NAFTAL-CLP, NAFTAL-GPL, SNVI, EDIMCO, SONELGAZ et l'EURL Yefsah, sont localisées sur le territoire de la commune de Tizi-ouzou.

Pour étudier l'apport de la zone aux budgets des collectivités locales, nous prenons en considération les deux plus importantes taxes locales : la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et le versement forfaitaire (VF) et les trois plus grandes entreprises : ENIEM pour Tizi-Rached et les deux unités de NAFTAL ainsi que la SNVI pour la commune de Tizi-Ouzou. La TAP et le VF sont des impositions directes dont le produit va en grande partie aux collectivités locales notamment les communes. Les communes en général, perçoivent chaque année deux parts du versement forfaitaire : une part de 30 % du VF collecté sur leur territoire qui est plus ou moins stable et une deuxième part indéterminée qui leur est versée par le FCCL (fonds des collectivités locales) sur les 70 % du même VF que celui-ci perçoit. Nous savons par ailleurs que la TAP due par une entreprise est égale à 2% de son chiffre d'affaire et répartie à raison de 1,30 % pour la commune, 0,59% pour la wilaya et 0,11 % pour le FCCL qui redistribue les 70 % du VF pour les communes en fonction d'un certain nombre de critères dont la moins-value des recettes fiscales, c'est à dire les recettes non recouvrées.

En 2002, plus de 2/3 de la fiscalité directe de la *commune de Tizi Rached* proviennent à 69,77% de la TAP payée par les entreprises ; 7,64% du VF (à 30%) ; 6,49% du VF (à 70%), le reste (16,03%) étant constitué des autres impositions locales telles que la taxe foncière, la taxe d'assainissement, la part communale de la TVA... La TAP et

le VF représentent ensemble 83,9% du total des recettes (75 262 950,25 DA) de la commune.

Les montants dus et payés par l'ENIEM au titre de la TAP et du VF pour l'année 2002 sont respectivement de l'ordre de 53 755 809 DA et de 29 945 993 DA. Ils sont répartis comme le montre le tableau 7.

Nous remarquons que 34 941 295,85 DA, soit 66,53 % de la TAP globale perçue par cette commune (52 512 661 DA) proviennent des impositions de la seule unité ENIEM. Ce qui fait 1 934,64 DA reçus par habitant au titre de la TAP ; 46,42 % des produits de la fiscalité directe et enfin 23,7 % des recettes de fonctionnement pour toujours l'année considérée. Quant au VF, la commune de Tizi Rached présente une situation incohérente dans laquelle la part due par l'ENIEM est largement supérieure aux montants globaux perçus au titre de cet impôt. 8 983 797,9 DA pour le VF de 30 % et seulement 5 751 529 DA sont perçus.

Les recettes fiscales directes de la *commune de Tizi-ouzou* en 2002, s'élèvent à 358644960,64 DA dont 57,67% de TAP ; 29,2% de VF (à 30%) ; 11,10% de VF (à 70%) et 02,06% d'autres taxes. La TAP et le VF y totalisent plus de 97%, ce qui dénote comme pour Tizi Rached, l'importance de l'activité économique dans cette commune.

La TAP à elle seule, constitue 1 764,00 DA de revenu par habitant et représente plus d'un tiers des recettes de fonctionnement de la commune. Les niveaux de la TAP et du VF en 2002 pour les entreprises SNVI et NAFTAL localisées sur le territoire de la ZIAI rattachée à la commune de Tizi-ouzou, se présente comme suit :

De cette TAP, la commune de Tizi-Ouzou perçoit une part égale à $47\,765\,266,36 \times 1,30/2 = 31\,047\,423,13$ DA. Du VF, elle perçoit 4 064 172,7 DA pour sa part directe de 30 %.

La ZIAI contribue à hauteur de 15 % et 13,4 % respectivement à la TAP et au VF perçus par la commune de Tizi-Ouzou sur tout son territoire, une contribution qui reste relativement faible en comparaison à la commune de Tizi-Rached pour laquelle la TAP payée par ENIEM dépasse les deux tiers de la TAP globale. Ceci est dû d'une part, à la grande dimension de l'ENIEM certes, mais aussi à l'importance de l'activité économique même en dehors du territoire de la ZIAI pour la commune de Tizi-ouzzou.

Enfin, au-delà de ces deux communes, l'impact fiscal de la ZIAI est visible également dans le *budget de la wilaya* qui est bénéficiaire d'une part de la TAP et du VF. Dans cette optique, elle en perçoit des quatre unités considérées, un montant de 29 948 717,24 DA directement au titre de la part qui lui revient de la TAP ainsi que les attributions de péréquation du FCCL. Pour les quatre unités retenues, la zone industrielle représente 15 % de la TAP globale¹⁸, perçue par la wilaya pour l'exercice 2002.

D'autres taxes dont le produit va exclusivement aux communes comme la taxe foncière et la taxe d'assainissement ou dont les communes bénéficient de la répartition du produit, sont également d'un apport certain aux budgets locaux. Ce qui rehausse davantage l'impact de la zone sur les finances locales en intégrant notamment la taxe sur la valeur ajoutée dont les communes disposent de 5 % et le FCCL de 15 %.

Cependant, et en dépit du caractère stratégique de la fiscalité locale dans le développement des collectivités locales, celles-ci restent dépourvues quant aux prérogatives d'institution d'impôts et de fixation des taux d'imposition. La fixation de l'impôt, tant national que local étant et reste encore une décision de l'Etat central.

¹⁸ : La TAP reçue par la wilaya en 2002 est de 197 410 224 DA et le VF de 149 111 078 DA.

Conclusion

La participation de la ZIAI à la création d'emplois est faible. Elle a eu lieu essentiellement durant la décennie 1970, pendant que depuis la fin des années 1980, la zone a connu au contraire, des suppressions d'emplois. Aujourd'hui, seulement 1,53% de la population active et 2,23% de la population occupée sont employés directement par les entreprises installées sur la zone ou par des activités induites, ces dernières étant le fait de l'unité de distribution de gaz. Les effets attendus de l'entreprise ENIEM, la plus moderne et la plus importante sur la zone, ne se sont pas produits au niveau escompté.

Le caractère commercial de la plupart des unités fait que l'usage de matières premières locales soit réduit. Les rares unités de transformation industrielle font recours à l'importation de leurs inputs de l'Etranger et à un degré moindre, des autres wilayas du pays. La seule liaison industrielle repérée concerne l'usage des brûleurs fabriqués par l'EI comme composant des cuisinières ENIEM.

Concernant le volet approvisionnement du marché local, la ZIAI détient un rôle stratégique pour certains produits de monopole. Il s'agit des divers carburants et gaz commercialisés par NAFTAL en exclusivité dans la région, les capacités existantes parvenant à répondre à la demande exprimée.

Une dernière série d'impact est perceptible au niveau des impositions dont bénéficient les deux communes qui se partagent la zone et la wilaya de manière générale. Cette ressource fiscale que d'autres communes n'ont pas la chance de collecter constitue à coup sûr, un moyen de financement du développement local.

Il reste que l'extrême centralisation aussi bien de la fiscalité que de la question d'aménagement du territoire empêche la participation des collectivités locales notamment

des communes, dans la gestion des espaces industriels de la taille de la ZIAI. C'est ainsi que l'incapacité de celles-ci à intervenir dans les occupations inactives de terrains et dans diverses irrégularités constatées, constitue une moins-value et une entrave au développement de leurs territoires.

Enfin, au-delà de l'exemple de la ZIAI, et depuis l'engagement des réformes économiques, la question des zones industrielles a repris de l'importance. Un programme d'assainissement et de redynamisation a été élaboré par le Gouvernement avec comme principales actions :

- l'allocation de budgets à la réhabilitation des infrastructures des zones ;
- la régularisation des lots de terrain cédés ;
- la révision du système de gestion des zones sur la base de la commercialité.

S'il est légitime que les 04 SGP (sociétés de gestion des participations) créées récemment pour gérer les zones industrielles replacent la gestion de ses dernières dans le cadre de la commercialité et de la rentabilité en passant par l'indispensable solution aux problèmes du foncier qui les caractérisent, il n'en demeure pas moins que désormais cette gestion doit être inscrite dans une problématique relativement nouvelle- celle du développement local et des territoires, celui-ci fondant pratiquement les nouvelles politiques de développement des Etats depuis l'impasse avérée du développement par le haut et du fordisme.